

Ségolène Royal et la douteuse injonction faite aux Juifs. Par Marc Knobel, historien et essayiste, dans la Revue Civile

Citoyens et site publique



L'historien, essayiste et chroniqueur Marc Knobel, chercheur associé à l'Institut Jonathas de Bruxelles, revient dans la Revue Civile sur les propos tenus par Ségolène Royal, candidate à la primaire du PS et de Place Publique, qui alimentent une confusion douteuse et dangereuse, souligne-t-il, les Juifs français n'étant en aucune façon « les représentants, ni les comptables » de l'actuel gouvernement israélien.

Après avoir appelé les « voix israéliennes et juives » à dénoncer Netanyahu pour faire reculer l'antisémitisme, Ségolène Royal entretient une confusion dangereuse : les Français de confession juive ne sont ni les représentants ni les comptables du gouvernement israélien.

Le 2 mai 2025 sur RTL, après l'attaque de militants cagoulés contre le stand du Parti socialiste lors du rassemblement du 1er Mai – attaque qui visait notamment Jérôme Guedj et Emma Ratowicz – Ségolène Royal avait affirmé que « c'est Netanyahu qui crée l'antisémitisme ». Elle avait également déclaré qu'il n'y avait « pas mort d'homme » dans ces violences. Ces propos avaient été perçus comme une minimisation de la gravité de l'antisémitisme et avaient suscité de vives critiques, y compris au sein de sa propre famille politique.



Ce n'est donc pas la première fois que Ségolène Royal s'exprime en ces termes. Lors du débat de la primaire socialiste sur LCI, le 23 septembre 2020, interrogée sur l'antisémitisme en France, elle a estimé que sa « montée très inquiétante » était « due » aux « actuels dirigeants d'Israël ». « Moi, je crois qu'au contraire, il faudrait plus de voix israéliennes et juives pour dire que ce qui se passe est absolument intolérable », a-t-elle déclaré, estimant que cela permettrait de « freiner la montée de l'antisémitisme » car « les gens mélangent tout ». « Les gens se disent : ce sont les Juifs en général. Mais non, c'est Netanyahu et ceux qui l'entourent », a-t-elle ajouté.

« Faut-il rappeler que les Juifs ne sont, ni ne seront jamais, responsables de l'antisémitisme ? Ils en sont les victimes »

Il faut le reconnaître : Ségolène Royal prend soin de préciser qu'elle ne vise pas les Juifs en général mais Netanyahu et son entourage. Cette précaution ne suffit pourtant pas à dissiper le problème. Cette phrase appelle donc une objection de principe. Que des Israéliens, des Juifs de diaspora ou tout autre citoyen prennent la parole pour condamner une politique qu'ils jugent inacceptable relève de leur liberté la plus entière. Ces prises de position peuvent être courageuses, nécessaires et utiles au débat démocratique. Mais elles ne sauraient être présentées comme la condition du recul de l'antisémitisme. Faut-il rappeler que les Juifs ne sont, ni ne seront jamais, responsables de l'antisémitisme ? Ils en sont les victimes.

L'antisémitisme ne procède pas du silence supposé des Juifs face au gouvernement israélien. Il procède de ceux qui essentialisent les Juifs, les prennent pour cible en raison de ce qu'ils sont et les rendent collectivement responsables des actes d'Israël. Affirmer que l'antisémitisme serait freiné par une multiplication des « voix juives » critiques revient, même involontairement, à faire peser sur les Juifs une responsabilité particulière : celle de se désolidariser publiquement d'un gouvernement étranger.

Gouvernement étranger bien sûr car les Français de confession ou culture juive ne constituent ni une extension de l'État d'Israël, ni un relais de son gouvernement. Quelles que soient leurs attaches personnelles, familiales ou nationales avec Israël, ils n'ont aucune responsabilité collective dans les décisions prises par les autorités gouvernementales israéliennes.

Ce 24 septembre, face à Apolline de Malherbe sur BFMTV, Ségolène Royal a refusé de clarifier ses propos, tout en estimant qu'« il faut avoir le courage de dire certaines choses ». Mais le courage politique consiste à assumer soi-même les critiques que l'on provoque. Il ne consiste pas à attendre de citoyens Juifs qu'ils prennent publiquement leurs distances (ou non) avec Benjamin Netanyahu en tant que Juifs. Les Français de confession juive peuvent condamner Netanyahu, soutenir certaines de ses positions, les nuancer, s'exprimer autrement ou choisir de se taire. Ils ne sont ni les représentants, ni les porte-parole, ni les cautions de son gouvernement.



« La critique de Benjamin Netanyahu doit rester ouverte à tous, écrit ici Marc Knobel. Elle ne peut être exigée des seuls Juifs comme condition de leur droit à ne pas être confondus avec les choix d'un gouvernement étranger »

La critique de Benjamin Netanyahu doit rester ouverte à tous : responsables politiques, intellectuels, journalistes, citoyens, Israéliens, Palestiniens, Juifs ou non-Juifs. Elle ne peut être exigée des seuls Juifs comme une condition de leur respectabilité, de leur intégration ou de leur droit à ne pas être confondus avec les choix d'un gouvernement étranger.

C'est cette assignation, même involontaire, que les propos de Ségolène Royal ont fini par reproduire à deux reprises, à seize mois d'intervalle. Lutter contre l'antisémitisme, c'est d'abord refuser cette assignation.

Marc KNOBEL, historien, essayiste, intervient en chroniques dans divers médias et plusieurs revues ; il est membre du conseil éditorial de la Revue Civile.

to search, type and hit enter

L'ÉDITO DE
J-P MOINET



MÉMO
HISTO

REVUE
DE PRESSE



NOT
ACTUA

LES
PARTENAIRES
DE LA REVUE
CIVIQUE



LE
DOSS
DE LA R

